

Arrêt de la Cour internationale de justice à La Haye
L'ambiguïté n'exclut pas la nécessité évidente
de mettre fin au génocide et d'exiger
un cessez-le-feu immédiat !



Manifestation devant la Cour internationale de justice à La Haye en appui à la Palestine, 26 janvier 2024

Récents événements

- Une forte Résistance palestinienne obtient des résultats
- Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit sur la Palestine
 - Des organisations internationales demandent l'arrêt des transferts d'armes vers Israël

Reportage photo: du 20 au 26 janvier

- Les actions en appui à la Palestine se poursuivent partout dans le monde

Arrêt de la Cour internationale de justice à La Haye

L'ambiguïté n'exclut pas la nécessité évidente de mettre fin au génocide et d'exiger un cessez-le-feu immédiat !



Le 26 janvier, la Cour internationale de justice de La Haye a rendu sa décision sur la requête d'accusation de génocide portée par l'Afrique du Sud contre d'Israël. L'Afrique du Sud demandait à la Cour d'ordonner des mesures provisoires pour mettre fin à l'assaut qu'Israël poursuit impunément à Gaza. Elle a notamment demandé qu'il soit ordonné à Israël de « suspendre immédiatement ses opérations militaires à et contre Gaza » et de laisser entrer l'aide humanitaire.

En résumé, la Cour se déclare compétente pour statuer sur la requête. Elle ordonne à Israël de prendre des mesures pour prévenir les actes de génocide dans la bande de Gaza. Elle déclare qu'Israël doit empêcher et punir l'incitation au génocide et permettre l'entrée de l'aide humanitaire. Elle oblige Israël à prendre des mesures pour protéger les Palestiniens, mais ne lui ordonne pas de mettre fin aux opérations militaires dans la bande de Gaza.

Que faut-il en tirer ?

Il est clair que l'arrêt du 26 janvier représente une défaite pour Israël dans la mesure où Israël avait demandé que la requête soit abandonnée au motif qu'il affirme ne pas commettre de génocide à Gaza. Le fait que la Cour se déclare compétente pour entendre cette cause signifie que la détermination du cas de génocide se poursuivra pendant un certain temps encore.



L'arrêt de la CIJ est aussi un excellent exemple d'ambiguïté. Qu'est-ce que l'ambiguïté ? L'ambiguïté ne signifie pas que le problème n'est pas clair. Il est très clair qu'Israël assassine les Palestiniens en toute impunité. Il est on ne peut plus clair qu'Israël a créé les conditions de la famine et de la propagation de la maladie. Il est clair également qu'il nie commettre un génocide ou entraver l'entrée de l'aide humanitaire puisqu'il accuse le Hamas de tous les maux. Blâmer la résistance pour l'oppression, l'impunité, l'esclavage, la persécution et toutes les injustices n'a rien de nouveau, c'est le discours de tous les oppresseurs

de l'histoire.

Il est également très clair que le fait qu'Israël nie être engagé dans un génocide ou avoir l'intention de commettre un génocide signifie qu'il incombe au monde entier d'arrêter Israël. En fait, loin de s'arrêter, Israël continue d'intensifier son assaut génocidaire avec la ferme intention d'éliminer tous les Palestiniens de tout le territoire de la Palestine avant qu'il n'en soit arrêté – soit par le retrait du

soutien des États-Unis et des grandes puissances, soit par un soulèvement du peuple en Israël contre le gouvernement criminel de Netanyahou et les autres criminels de guerre qui le composent, soit parce qu'il ne peut plus supporter les pertes en personnel et en matériel militaire qu'il subit aux mains de la résistance, soit parce que les forces d'occupation refusent en masse de servir... Israël cherche à faire le plus de gains possibles sur le terrain dans l'espoir qu'ils deviennent irréversibles. Il a presque entièrement rasé la bande de Gaza et éliminé sa population, il est allé jusqu'à bombarder les camps de réfugiés dans les endroits où il avait ordonné l'évacuation de la population et a délibérément créé les conditions de la famine et de la propagation de la maladie, sans compter les pertes massives subies sur le plan des vies humaines et l'impact sur le psychisme humain.

Si tout cela est clair, où se trouve l'ambiguïté du jugement de la CIJ si ce n'est dans l'argumentation sur l'issue à la situation ? Pour l'instant, tout est encadré par de fausses options : soit Israël arrête parce que la Cour lui a ordonné d'arrêter, soit Israël arrête parce que les peuples du monde comptent sur les États-Unis et « Joe le génocidaire » pour lui ordonner d'arrêter. En fait, la voie d'issue est le succès du mouvement de résistance et des peuples du monde qui s'expriment en leur nom propre. C'est la défense du droit d'être et du droit de retour du peuple palestinien et la demande que les gouvernements retirent le soutien qu'ils donnent au génocide sous prétexte qu'il n'est pas clair qu'Israël commet un génocide, que sa campagne meurtrière contre ceux qu'il prétend être des terroristes est légitime, que l'opposition à Israël est de la haine, de l'antisémitisme, du terrorisme, du fanatisme et ainsi de suite.

L'absence de toute mention d'un cessez-le-feu dans l'arrêt de la CIJ rappelle que c'est le peuple palestinien et les peuples du monde qui, en faisant entendre leur voix, en formulant leurs demandes et en énonçant ce qui est nécessaire pour défendre la Palestine et arrêter Israël, seront décisifs.



Pour la Résistance palestinienne et les peuples du monde, la décision de la Cour internationale de justice est très claire : c'est par la lutte que nous vaincrons. Continuons à parler en notre nom en appui au droit d'être et au droit de retour du peuple palestinien. Ne permettons pas que les paramètres de la discussion soient fixés par les pays impérialistes et leurs médias, leurs experts et leurs apologistes. Laissons les peuples du monde présenter leurs arguments à partir de leur point de vue, le seul qui permette de démêler la situation de façon qui soit favorable au peuple palestinien. Ce sont les peuples qui décideront de l'issue de ce tournant dans l'histoire de l'humanité.

Dans cette conjonction historique, il est crucial de frapper au coeur de l'usurpation de pouvoir par Israël, les gouvernements des États-Unis, du Canada et d'autres, qui nous maintiennent dans l'ambiguïté pour nous forcer à discuter des préoccupations qu'eux mettent de l'avant. Ils maintiennent l'ambiguïté afin que nous n'examinions pas les rapports humains qui existent où les peuples du monde ont leurs propres préoccupations et leur propre voix pour parler en leur propre nom.

Nous disons :

***Arrêtez le génocide ! Un cessez-le-feu maintenant !
Vive la résistance palestinienne !
Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !***

Pour un compte rendu de l'arrêt de la Cour internationale de justice, [cliquer ici](#).

Pour un rapport sur les réactions à l'arrêt, [cliquer ici](#).



Récents événements

Une forte Résistance palestinienne obtient des résultats

Chronique de Palestine rapporte qu'après 108 jours de combats, « même selon les normes de la forte résistance palestinienne, telle qu'elle s'est manifestée en 108 jours de combat, ce qui se passe actuellement à Khan Younès ne peut être qualifié que d'extraordinaire. [...] Les nouvelles du front indiquent que les pertes parmi les soldats israéliens est probablement aussi élevées sinon plus que les pertes dans le quartier de Shejaiya qui ont conduit au retrait de la Brigade Golani du champ de bataille de Gaza. » Selon *Al-Jazeera*, des affrontements violents ont éclaté dans le sud-ouest de la ville de Gaza à la suite d'une tentative des forces d'occupation israéliennes d'avancer.

Les Brigades al-Qassam (Hamas) ont fait état d'une résistance acharnée. Elles rapportent que les combattants ont réussi à frapper une force d'infanterie sioniste avec un obus anti-personnel, causant des morts et des blessés parmi les soldats sionistes à l'ouest de obus anti-fortification TBG , au sud de la bande de Gaza et ont frappé un char d'assaut sioniste Merkava avec un obus al-Yassin 105 et détruit un deuxième char sioniste avec un obus al-Yassin 105, l'incendiant. Les Brigades al-Qassam ont pris pour cible un édifice où les forces sionistes étaient retranchées, le frappant à l'aide d'un obus anti-fortification TBG qui a tué et blessé d'autres membres des Forces d'occupation israéliennes.

Les tireurs d'élite palestiniens ont aussi été actifs, tuant au moins un soldat sioniste. Les Brigades al-Qassam indiquent également qu'« après avoir visé le char et l'avoir détruit, une force de secours sioniste a tenté de retirer le char de la zone d'attaque mais nos combattants les ont confrontés et empêchés d'avancer vers le véhicule, faisant en sorte que des avions de guerre ont tiré plusieurs missiles sur le char d'assaut, l'écrasant complètement ainsi que tout le monde à l'intérieur ».

Les combattants d'al-Quds (Jihad islamique palestinien) ont aussi rapporté qu'ils ont frappé un véhicule militaire sioniste à l'aide d'un lance-grenades dans le centre de Khan Younès. Ils ont bombardé d'obus de mortier une position des soldats ennemis à l'est du quartier de Zaytoun dans la ville de Gaza. Ils ont frappé un groupe de soldats ennemis sionistes à l'aide d'une roquette Badr-1, à l'est du camp Maghazi au centre de la bande de Gaza et engagé de violents affrontements avec des mitrailleuses et des missiles antichars contre des soldats et des véhicules de l'ennemi sioniste sur les axes d'avancée de la ville de Khan Younès.

Des opérations conjointes de combattants des brigades Saraya al-Quds et al-Qassam ont frappé une ligne et une route d'approvisionnement de véhicules ennemis sionistes à l'est de Jabaliya à l'aide d'une salve d'obus mortier, ainsi qu'un groupe de soldats et de véhicules ennemis sur les lignes offensives de la ville de Khan Younès. Ils ont aussi frappé un groupe de soldats ennemis armés de mitraillettes dans une tente près d'un mirador autour du cimetière à l'est de Jabaliya, et à Khan Younès ils ont frappé un char d'assaut et un bulldozer militaire D9 sionistes avec des obus RPG.

Du Liban, le Hezbollah rapporte : « En appui à notre vaillant peuple palestinien dans la bande de Gaza et en appui à sa courageuse et honorable résistance, les combattants de la résistance islamique » ont directement frappé un groupe de soldats ennemis israéliens près de la zone d'Al-Rahib. Une heure plus tard, ils ont directement frappé des groupes militaires israéliens dans le plateau d'Abu Dajaj. Ils ont frappé la zone d'al-Samaqa dans les fermes libanaises de Chebaa occupées au moyen de roquettes ainsi qu'un groupe de soldats ennemis israéliens près de la colonie de peuplement Even Menachem, frappant à nouveau directement les cibles.

Le Hamas a aussi annoncé le 21 janvier que près de 60 prisonniers israéliens ont été tués depuis le 7 octobre en raison de l'offensive israélienne sans relâche dans la bande de Gaza.

Tout indique qu'en raison des lourdes pertes des Forces d'occupation, les prétentions d'efficacité des opérations des États-Unis et d'Israël sont risibles. Le *Wall Street Journal* du 21 janvier a parlé d'un « rapport secret compilé au début du mois » par le département d'État des États-Unis qui évaluait à 25 000 et 30 000 le nombre de combattants du Hamas à Gaza avant la guerre, ayant fondé ses conclusions sur des communications interceptées, la surveillance par drones et le renseignement israélien. Le « rapport secret » évaluait qu'entre 5 000 et 9 000 combattants de la liberté palestiniens avaient été tués et 10 000 à 11 700 blessés depuis le début des opérations terrestres et aériennes israéliennes contre Gaza. Pour y prêter une touche d'authenticité, le *Wall Street Journal* a cité les élucubrations du général d'armée à la retraite Joseph Votel, qui prétendait que « les combattants restants font probablement 'deux ou trois tâches', ayant assumé les responsabilités de leurs camarades tombés ».

Refusant d'être en reste, le renseignement militaire israélien a fixé le nombre de combattants pour liberté palestiniens tués à 10 000 depuis le 7 octobre et le nombre de blessés à 16 000. L'absurdité de ces chiffres du « renseignement » américain et israélien est mise en lumière par les calculs fiables de l'ONU et du ministère de la Santé de Gaza qui affirment que près de 25 000 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre, dont plus de 10 000 sont des enfants, le nombre de victimes ayant augmenté de façon dramatique au cours de cette semaine.



Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit sur la Palestine

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 23 janvier 2024 et a entendu plus de 60 intervenants, dont de nombreux ministres, qui ont discuté de la nécessité d'un cessez-le-feu humanitaire, de l'urgence d'augmenter l'aide, de l'importance de poursuivre une solution à deux États et de l'impératif d'éviter une nouvelle escalade régionale.

La réunion a débuté par un exposé d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, qui a exigé la fin immédiate du « châtement collectif du peuple palestinien » qu'il a attribuée à la réponse à ce qu'il a appelé « les horribles attaques terroristes lancées par le Hamas » dans lesquelles « plus de 1 200 Israéliens et d'autres personnes ont été tués et plus de 250 ont été pris en otage ». Antonio Guterres a choisi de se concentrer sur ce dernier point : « Rien ne peut justifier de telles attaques barbares », a-t-il souligné, exigeant la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

Le secrétaire général a complètement fermé les yeux sur l'échec de l'ONU à faire respecter les droits du peuple palestinien depuis la résolution de partage de la Palestine du 29 novembre 1947 qui a conduit à la création d'Israël et son échec à faire appliquer de nombreuses résolutions de l'ONU et des rapports d'organes de l'ONU détaillant les violations du droit international et des droits du peuple palestinien en toute impunité. Cette réalité n'a toutefois pas été négligée par les autres intervenants, à l'exception des États-Unis et d'autres partisans et apologistes du génocide israélien en cours à Gaza.

Le premier vice-ministre des Relations extérieures de Cuba, Gerardo Penalver, s'adressant au Conseil de sécurité des Nations unies le 24 janvier, a déclaré : « Il est temps de mettre un terme au génocide israélien contre le peuple palestinien. Nous réitérons notre demande sans équivoque d'un cessez-le-feu immédiat et de la fin du conflit. » Cuba a exigé que les États-Unis cessent d'empêcher le Conseil de sécurité de remplir son mandat, qui est de mettre fin au châtement collectif du peuple palestinien. Cuba a soutenu l'appel à l'admission de la Palestine en tant que membre à part entière des Nations unies, ainsi que l'initiative visant à convoquer d'urgence une conférence de paix sous les auspices des Nations unies, axée sur la préservation des droits inaliénables de la Palestine. Gerardo Penalver a réitéré la proposition cubaine d'envoi d'urgence à Gaza d'une mission de

protection internationale autorisée par l'Assemblée générale afin de garantir la sécurité et la protection des civils et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence. Il a exigé le retrait total et inconditionnel d'Israël du plateau du Golan syrien et de tous les territoires arabes occupés, l'arrêt de l'agression contre la Syrie et a fermement condamné les attaques militaires menées par les États-Unis et leurs alliés contre le Yémen en violation du droit international.

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a déclaré : « Le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de formuler une réponse appropriée à ce défi crucial. Comme vous le savez, la raison en est la position des États-Unis, qui bloquent toutes les tentatives et initiatives visant à mettre fin à l'effusion de sang dans les territoires occupés. Nous sommes choqués par l'ingéniosité de la diplomatie américaine, qui oppose son veto aux résolutions de cessez-le-feu et exige ensuite une réduction de l'intensité des combats à Gaza. Cela lui donne manifestement carte blanche pour poursuivre la punition collective des Palestiniens. [...]

L'incapacité de notre Conseil à prendre des mesures globales a abouti à une situation où l'escalade actuelle du conflit en Palestine s'est métastasée dans toute la région. Une fois de plus, cela se produit avec la complicité des États-Unis et de leurs alliés, dont la présence militaire au Moyen-Orient, comme dans d'autres parties du continent eurasiatique, crée des risques nouveaux et inacceptables pour la sécurité internationale. Nous condamnons fermement l'agression totalement injustifiée contre le Yémen, qui a été lancée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU et sous la houlette de Washington et de Londres. Les actions menées par les Anglo-Saxons constituent une menace directe pour la paix internationale et sapent l'ordre mondial fondé sur la suprématie du droit international universel et le rôle central des Nations unies, et non sur des « règles » qu'ils ont eux-mêmes élaborées. Nous condamnons également les bombardements israéliens en Syrie, y compris les frappes visant délibérément des organisations légalement présentes dans le pays à l'invitation de son gouvernement légitime. Les assassinats politiques doivent cesser. Une situation explosive existe à la frontière entre le Liban et Israël. »

Sergueï Lavrov a déclaré que la Russie « condamnait fermement les attaques perpétrées contre des civils en Israël le 7 octobre 2023 », tout en rejetant les appels « des représentants occidentaux, qui nous demandent de ne plus nous concentrer sur le moment présent mais sur le 'lendemain' du conflit israélo-palestinien, comme si l'escalade à Gaza avait cessé et que la situation dans cette région ne nécessitait plus l'attention du Conseil de sécurité ». Lorsque nous en arriverons à la discussion sur le « lendemain », a-t-il déclaré, l'avenir de la Palestine est avant tout l'affaire des Palestiniens. « Ce sont eux qui doivent décider de leur avenir, de qui les gouvernera et de la manière dont ils le feront. Je crois que nos collègues occidentaux décrivent cela comme une démocratie. L'application de décisions externes et de solutions d'"ingénierie sociale", qui plaisent tant à nos collègues occidentaux, sont absolument inacceptables dans ce cas. »

« Le deuxième facteur clé, a poursuivi Sergueï Lavrov, est l'inviolabilité de la formule des deux États pour un règlement israélo-palestinien et l'impératif de sa mise en oeuvre rapide. [...] L'objectif de toute médiation internationale n'est pas d'interférer dans ces processus, ni de transformer la région en une plate-forme de rivalité géopolitique, mais de créer les conditions extérieures les plus favorables au rétablissement de la confiance entre les parties concernées. [...] À l'étape suivante, une conférence internationale sur le règlement du conflit au Moyen-Orient devra être convoquée. L'objectif est de proclamer un État palestinien et d'élaborer des mesures pour assurer la sécurité d'Israël et la normalisation de ses relations avec tous les pays arabes et musulmans en général. [...] Non seulement il est important que le Conseil de sécurité des Nations unies réaffirme qu'il n'y a pas d'alternative au cadre juridique international existant pour cette question des plus urgentes, mais il est également nécessaire qu'il définisse des moyens et des délais spécifiques pour agir. Il ne s'agit pas seulement d'obligations découlant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations unies, des principes de Madrid et d'autres décisions. Il s'agit de l'impératif moral de la communauté internationale, et nous demandons qu'il soit respecté. »

Ahmed Attaf, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger de l'Algérie, a mis en garde contre les tentatives d'Israël de renforcer sa présence sur les ruines du

projet national palestinien et a appelé à la convocation d'une conférence de paix internationale afin de trouver une solution définitive au conflit israélo-arabe sur la base de la formule à deux États.

Tanja Fajon, vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de la Slovaquie, a appelé à un cessez-le-feu pour assurer la protection des civils. Seul un cessez-le-feu permettra l'acheminement de l'aide humanitaire et le retour en toute sécurité des déplacés. Elle a condamné l'idée d'un déplacement massif des populations de Gaza défendue par certains responsables israéliens et a exprimé ses vives inquiétudes au sujet des conditions de vie des Palestiniens déplacés à l'intérieur de Gaza, ajoutant que « des gens sont constamment forcés de fuir, poussés vers des zones plus sécuritaires qui sont éventuellement bombardées ».

Le représentant de la Chine, Zhan Jun, a dit que la tragédie de Gaza est une atteinte à la conscience de l'humanité et une violation de la lettre du droit international. « Il n'y a pas de justification pour ce qui se passe et cela ne doit absolument pas continuer », a-t-il dit, rappelant le consensus au sein de la communauté internationale pour un cessez-le-feu immédiat. Une volonté ferme, des initiatives fortes et des actions efficaces de la part des Nations unies, y compris du Conseil de sécurité, sont nécessaires pour éteindre les flammes de la guerre et restaurer la paix.

Il a aussi souligné qu'un cessez-le-feu immédiat doit être prioritaire et a appelé Israël à immédiatement cesser ses actions et ses attaques militaires sous tous azimuts contre Gaza. La solution de deux États est la seule voie pour la paix entre la Palestine et Israël, a dit le délégué qui s'est dit préoccupé par les propos tenus par des responsables israéliens qui rejettent désormais la solution de deux États. L'établissement de l'État palestinien doit être un processus irréversible, a-t-il dit, exprimant son appui à ce que la Palestine soit membre à part entière des Nations unies.

Ayman H. Safadi, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de la Jordanie, a dit qu'Israël se moque du droit international, déplorant que ce Conseil n'ait pas encore réclamé de cessez-le-feu. En outre, cette instance tarde même à mettre en oeuvre sa propre résolution exigeant que les affamés puissent avoir accès à de la nourriture, les malades et les blessés aux médicaments et les enfants subissant des interventions chirurgicales pour des blessures causées par le bombardement aveugle de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et d'abris, à l'anesthésie. Il a réaffirmé : « Arrêtez ce massacre. »

Hakan Fidan, ministre des Affaires étrangères de la Turquie, a jugé « honteux que la communauté internationale ne puisse arrêter le bain de sang en cours à Gaza et en Cisjordanie ». Il a souligné que les arguments de sécurité avancés par Israël pour mener cette guerre sont « peu convaincants », ajoutant que la situation à Gaza et en Cisjordanie démontre sans aucun doute que le plus grand besoin est de la sécurité et du droit de se défendre. Il s'est félicité à cet égard de l'examen desdites allégations par la Cour internationale de justice sur les violations par Israël de ses obligations en vertu de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*. « C'est un effort important pour protéger le peuple palestinien contre de plus grandes souffrances ».

Hossein Amir Abdollahian, ministre des Affaires étrangères de l'Iran, a constaté que l'incapacité du Conseil à prendre en compte les crimes du régime israélien et de le tenir pour responsable est inacceptable. Il a souligné que les États-Unis empêchent le Conseil d'arrêter le génocide en cours à Gaza et d'imposer un cessez-le-feu. Il a exhorté le Conseil d'adopter une résolution définitive exigeant un cessez-le-feu immédiat, l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et le retrait immédiat d'Israël de Gaza. Soulignant la nécessité de lever le blocus contre Gaza et de faciliter le retour des Gazaouis à leurs maisons, il a aussi demandé qu'Israël soit redevable pour ses crimes de guerre.

Abdallah Bou Habib, ministre des Affaires étrangères et des Émigrés du Liban, a fait valoir que 75 ans après la création d'Israël sur terre palestinienne, déplaçant la moitié de sa population vers des pays avoisinants, des solutions temporaires sont proposées alors que le conflit éclate à nouveau, comme lors du 7 octobre. Seule une solution à la question palestinienne permettra la sécurité, a-t-il

dit, appelant la communauté internationale à exiger d'Israël qu'il mette fin à son occupation de terres palestinienne, libanaise et syrienne, conformément aux résolutions en ce sens et à l'Initiative de paix arabe de 2002. Aujourd'hui, Israël menace de poursuivre sa « guerre irresponsable » sans la perspective d'une paix durable, réduisant Gaza aux cendres pour éliminer le Hamas, a-t-il dit, déplorant que l'Occident ait donné un « chèque en blanc » à Israël et reste aveugle devant l'exécution de civils palestiniens.

Retno Marsudi, ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie, a dit que le Conseil a le mandat de maintenir la paix internationale, pas de tolérer des guerres et le génocide, et a exhorté l'instance d'arrêter les horreurs vécus par les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Mettant en garde contre la menace d'une guerre élargie au Moyen-Orient, elle a exigé un cessez-le-feu immédiat et permanent. Elle a affirmé qu'il était nécessaire que la Palestine devienne un membre à part entière des Nations unies, ce qui préparera le terrain pour un effort équitable et équilibré de la solution à deux États. L'envoi d'armes à Israël doit cesser, et celui-ci doit être tenu pour responsable de ses actions, a-t-elle dit, ajoutant qu'« aucune nation n'est à l'abri de la loi ».

Mohamad Hasan, ministre des Affaires étrangères de la Malaisie, a estimé que Gaza est à deux doigts d'une famine d'origine humaine. La famine est un acte de guerre et un crime de guerre. Israël agit en sorte que personne n'est en sécurité, même pas les enfants. Il a exigé un cessez-le-feu immédiat et qu'Israël soit redevable pour ses violations flagrantes du droit international. Il ne doit y avoir aucune réduction du territoire palestinien. Toute tentative d'usurper les terres des Palestiniens est une violation du droit international et mine davantage toute perspective d'une coexistence pacifique. Soulignant que bien que l'État d'Israël soit né des horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, depuis 75 ans il inflige la même destruction délibérée au peuple palestinien. Maintenant, il poursuit son plan prémédité. Ce pogrom illégal et immoral d'annihilation totale doit inciter les membres du Conseil de sécurité des Nations unies à adopter une seule décision reconnaissant que ce qu'Israël commet est un génocide. Il est temps d'accepter l'État de Palestine en tant que membre à part entière des Nations unies.

Waleed El-Khereiji, vice-ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, a constaté que les tensions s'exacerbent au Moyen-Orient alors que la machine de guerre israélienne continue d'attaquer des hôpitaux, des maisons et des lieux de culte en Cisjordanie. Soulignant que 30 000 Palestiniens ont perdu la vie en raison de l'escalade militaire sans relâche, il a demandé : « Comment cette tragédie peut-elle continuer sans qu'aucune mesure ne vienne arrêter le carnage et le châtement collectif de civils sans défense ? » Les répercussions sur la sécurité régionale doivent être contenues, comme doivent l'être les opérations dans la mer Rouge, a-t-il dit. Soulignant la nécessité d'une solution durable qui prend en compte les origines de la crise, il a appelé le Conseil à agir pour qu'il y ait un cessez-le-feu et pour rétablir la paix. Il a évoqué la résolution de l'Assemblée générale appelant à un cessez-le-feu, ajoutant que le Conseil doit obliger Israël à respecter le droit international et mettre fin à la souffrance, soulignant la nécessité d'un cheminement crédible vers un État palestinien, favorisant la sécurité et la stabilité pour tous.

Le cheikh Jaber al-Ahmad Al-Sabah, vice-ministre des Affaires étrangères du Koweït, a déclaré que la principale raison du conflit est l'existence d'une occupation qui n'a aucune chance de prendre fin. Pour parvenir à une paix et une sécurité durables, la question doit être résolue selon les références convenues et les résolutions internationalement légitimes, en particulier les résolutions pertinentes du Conseil et l'initiative de paix arabe de 2002. Il s'est félicité de l'initiative prise par l'Afrique du Sud de saisir la Cour internationale de justice d'une plainte contre Israël pour génocide à l'encontre du peuple palestinien. La communauté internationale doit rejeter toute tentative de déplacer le peuple palestinien et d'exacerber le problème de réfugiés dont les droits doivent être respectés. « Le temps qui passe et les vagues de déplacements forcés ne peuvent priver le peuple palestinien frère du droit de retourner dans sa patrie », a-t-il déclaré.

Le représentant des Émirats arabes unis a appelé à un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza, ajoutant qu'il était temps que l'opinion minoritaire cesse d'empêcher que cela se produise.

L'observateur permanent de la Ligue des États arabes a noté que, lors de la réunion demandée par l'Algérie au nom de la Ligue des États arabes le 12 janvier 2024, les membres du Conseil ont unanimement rejeté l'intention déclarée d'Israël de transférer de force des personnes déplacées vers des pays de la région. Néanmoins, le Conseil n'a pris aucune mesure concrète pour mettre un terme à ces projets. Dans l'attente de l'adoption par le Conseil, dès que possible, d'une résolution claire appelant à un cessez-le-feu immédiat et prévoyant des mesures spécifiques pour mettre fin au transfert forcé des Palestiniens, il a également exhorté l'organe à faire face à toute tentative israélienne visant à détruire la solution des deux États.

Le représentant du Bahreïn, s'exprimant au nom du groupe arabe, a fermement rejeté la politique israélienne de punition collective imposée à la population de Gaza, rejetant toute tentative de déplacement forcé des Palestiniens de leur terre. Il a également condamné les pratiques illégales d'Israël en Cisjordanie, qui ne font qu'exacerber les tensions dans la région, ainsi que ses agressions répétées sur les territoires syrien et libanais. Il a appelé à l'urgence d'assurer l'indépendance de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est comme capitale, et a noté que la Palestine devrait se voir accorder le statut de membre à part entière des Nations unies. Il a souligné que la paix au Moyen-Orient passe par le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés, y compris le Golan syrien occupé.

La représentante du Mexique a appelé les États membres à redoubler d'efforts pour limiter l'utilisation du droit de veto dans les situations d'atrocités de masse. Elle a exhorté les États qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à l'initiative France-Mexique sur la restriction volontaire de ce pouvoir. Cette initiative a déjà recueilli le soutien de 106 États. Par ailleurs, elle a exprimé son soutien à l'organisation d'une conférence internationale pour une paix globale au Moyen-Orient.

Le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré que « nous devons tous insister sur un cessez-le-feu global », notant que les punitions collectives infligées par Israël aux Palestiniens persistent depuis des décennies sans que des mesures efficaces soient prises pour protéger la vie des Palestiniens. Le droit international doit être appliqué de manière uniforme pour être crédible, a-t-il observé, soulignant que l'Afrique du Sud a présenté une requête à la Cour internationale de justice le 11 janvier afin d'obtenir justice pour le peuple palestinien. La requête vise à obtenir des mesures provisoires, y compris l'ordre pour Israël de mettre fin à sa campagne militaire à Gaza, a-t-il noté.

Le représentant du Pakistan a déclaré que les trois derniers mois avaient été marqués par le massacre de civils le plus brutal du XXI^e siècle, ajoutant que ce massacre aveugle d'innocents et les souffrances imposées à la population s'apparentaient à un génocide, comme l'a affirmé le cas de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice. Malgré deux résolutions de l'Assemblée générale et des votes quasi unanimes du Conseil, la communauté internationale n'a pas réussi à mettre un terme au génocide en cours. Si la machine de guerre n'est pas stoppée, le conflit menace d'engloutir de nombreuses nations de la région, a-t-il averti.

Les dirigeants extrémistes d'Israël poursuivent leur guerre brutale et rejettent la création d'un État palestinien, condamnant ainsi le Moyen-Orient à un conflit perpétuel, a-t-il déclaré, appelant le Conseil à envisager des mesures visant à inverser un « rejet délibéré de la paix » et à adopter une résolution entraînant la cessation des hostilités. Si les dirigeants israéliens refusent la paix, le Conseil et l'Assemblée générale doivent prendre des mesures pour leur demander des comptes, a-t-il déclaré, rappelant les précédents visant à persuader les États membres de se conformer aux décisions du Conseil et de l'Assemblée générale.

Le représentant de la Libye, notant les critiques d'Israël à l'égard des Nations unies, s'est demandé pourquoi ce pays participe même à des sessions comme celle d'aujourd'hui et pourquoi il ne se retire pas de l'organisation. L'Assemblée générale a récemment adopté, à une écrasante majorité, une résolution en faveur d'un cessez-le-feu. Le Conseil a également adopté une résolution sur la coordination de l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza. Cependant, les résultats sont inexistantes. « Où est votre conscience ? », a-t-il demandé, notant que l'histoire enregistre tous ces échecs. Ceux qui sont restés silencieux devant ces massacres sont également restés silencieux

devant le meurtre délibéré de femmes et d'enfants. « C'est une honte pour l'humanité », a-t-il déclaré.

Le représentant de l'Égypte, s'alignant sur le groupe arabe, a déclaré que la guerre à Gaza avait entraîné des atrocités dont l'humanité n'avait pas été témoin depuis des siècles. Elle n'a épargné personne, pas même les morts, dont les tombes ont été dégradées et les corps exhumés. Appelant à un arrêt immédiat de la guerre, qui risque de déborder, il a ajouté que la situation en mer Rouge ne peut être traitée séparément de la guerre dans le territoire palestinien occupé. Il a donc réitéré son appel à un cessez-le-feu immédiat et à la mise en oeuvre de la résolution 2720 (2023). Ceux qui ont cru que l'occupation était viable et que les problèmes de sécurité pouvaient être résolus uniquement par des moyens militaires ont été induits en erreur, a-t-il déclaré, soulignant la nécessité de réexaminer la « solution unique » : la création d'un État palestinien ayant Jérusalem-Est pour capitale. Il a ajouté que cette solution faisait l'objet d'un consensus international et qu'il n'y avait qu'une seule voix discordante, celle d'Israël.

Le représentant du Vietnam a déclaré que le bilan effarant du conflit à Gaza, qui a fait 25 000 morts parmi les Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, mettait en évidence la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat. S'alarmant des dégâts considérables causés aux infrastructures civiles, du déplacement de la majorité de la population et des graves pénuries de produits de première nécessité, il a condamné toutes les attaques aveugles menées contre les civils et les infrastructures essentielles. Dans ce contexte, il a déclaré que la réponse du Conseil avait été insuffisante, ajoutant que les résolutions qu'il avait adoptées n'ont pas permis d'endiguer la vague de destruction et de souffrance. Il a exhorté le Conseil à s'attaquer d'urgence à la crise en protégeant les civils et en garantissant l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a souligné la nécessité de maintenir la stabilité régionale et a réitéré le soutien de son pays à une solution à deux États, pierre angulaire d'une paix durable au Moyen-Orient.

De passage en Turquie le 24 janvier, le président iranien Ebrahim Raeisi a appelé à la réforme des Nations unies et des autres organismes mondiaux, expliquant que les organisations internationales ont échoué à l'épreuve de Gaza et ont montré qu'elles n'étaient plus efficaces. « C'est une grande tragédie que les États-Unis soutiennent officiellement le régime sioniste. En fait, ce sont les États-Unis qui commettent ces crimes, et il est encore plus regrettable que les syndicats, les organisations internationales et les Nations unies aient perdu leur efficacité et soient incapables d'empêcher les crimes qui sont devenus évidents pour tout le monde. » Il a déclaré que l'occupation israélienne doit arrêter et que les Israéliens doivent verser des réparations pour 75 ans de crimes contre les Palestiniens.



Des organisations internationales demandent l'arrêt des transferts d'armes vers Israël

Le 24 janvier, 16 grandes organisations humanitaires internationales ont lancé un appel commun à tous les États membres des Nations unies pour qu'ils mettent fin aux transferts d'armes vers Israël, alors que le régime de Tel-Aviv poursuit sa campagne génocidaire dans la bande de Gaza assiégée. Les organisations, dont Oxfam, Save the Children, Amnistie Internationale et l'American Friends Service Committee, ont lancé cet appel dans une déclaration commune mercredi. « Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et appelons tous les États à mettre fin aux transferts d'armes susceptibles d'être utilisées pour commettre des violations du droit international humanitaire et des droits humains. », peut-on lire dans cette déclaration. « Tous les États ont l'obligation de prévenir les crimes d'atrocité et de promouvoir le respect des normes qui protègent les civils. Il est grand temps que la communauté internationale soit à la hauteur de ces engagements », ont-ils ajouté. L'administration du président américain Joe Biden a déjà approuvé une aide militaire de 14

milliards de dollars pour Israël. Début décembre, l'administration Biden a approuvé la livraison de 14 000 munitions pour chars d'assaut, pour un montant de près de 106 millions de dollars, après avoir contourné le Congrès.



Reportage photo: du 20 au 26 janvier

Les actions en appui à la Palestine se poursuivent partout dans le monde



Sanaa (Yémen), 26 janvier

CANADA

Région de la capitale nationale

Plus de 1 000 personnes ont convergé vers le Monument des droits de la personne à Ottawa le dimanche 21 janvier, bravant le froid pour marcher pour Gaza après 107 jours consécutifs de génocide et de crimes de guerre contre le peuple palestinien.

Un orateur a fait le bilan de la situation tragique à Gaza. Quatre pour cent de la population de Gaza a été soit tué, blessé ou disparu, plus de 25 000 personnes ont été tuées, 62 000 blessées et 7 000 disparues; 60% des maisons de Gaza ont été détruites. Toutes les universités de Gaza ont été détruites et 70% des écoles ont aussi été détruites et 1,9 millions de Palestiniens ont été déplacés à Gaza. Ces gens sont menacés par la famine, le froid hivernal de Gaza, les maladies et les bombardements des forces terroristes d'Israël.

Il a dit : « Nous sommes atterrés de voir que le Canada appuie toujours l'apartheid, après 107 jours et 75 ans de terrorisme contre les Palestiniens, et de voir le gouvernement canadien faire partie d'une coalition avec les États-Unis et d'autres pays qui bombardent le Yémen. Nous sommes toujours ici, 107 jours plus tard, 15 semaines plus tard, et nous exigeons toujours un cessez-le-feu, nous demandons toujours que le gouvernement canadien arrête de financer le génocide, qu'il arrête d'appuyer les guerres au Moyen-Orient et nous condamnons toujours Israël pour ses crimes terroristes contre les Palestiniens. Nous appelons à ce que l'aide d'urgence puisse entrer par toutes

les frontières de Gaza immédiatement. [...] Nous avons aussi vu que des pays dans le monde ont pris position pour Gaza après 107 jours, les plus récents étant le Chili et le Mexique, qui demandent que la Cour pénale internationale enquête sur les crimes d'Israël contre le peuple de Gaza. »

Les marcheurs se sont ensuite dirigés d'un pas ferme vers l'ambassade des États-Unis où ils se sont arrêtés pour dénoncer l'appui des États-Unis et leur financement direct du génocide d'Israël contre le peuple palestinien ainsi que le bombardement du Yémen par les États-Unis. Les gens ont ensuite marché dans le marché By comme ils le font depuis 15 fins de semaines, peu importe les conditions, pour exiger que ce génocide prenne fin immédiatement.



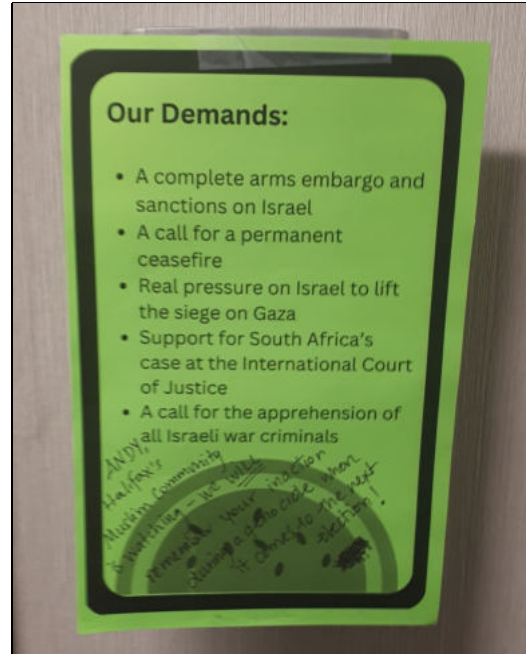
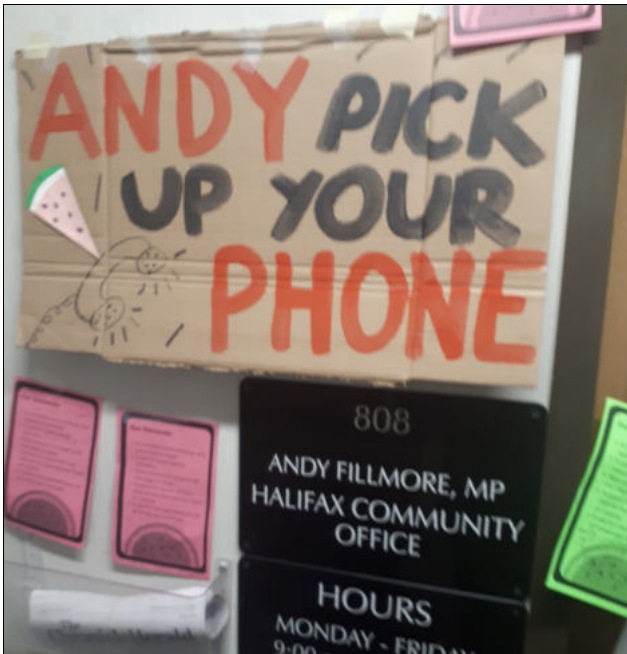
21 janvier

Iqaluit



21 janvier

Halifax



Janvier 24

Québec Rimouski





Montréal

Dans l'après-midi du 21 janvier, des centaines de personnes se sont rassemblées au centre-ville de Montréal, comme elles l'ont fait au cours des quinze dernières semaines, avec des drapeaux palestiniens, des pancartes et des bannières, au cours de la journée la plus froide de l'année.

L'un après l'autre, les orateurs ont réaffirmé l'appel des peuples du monde à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à la fin du génocide israélien du peuple palestinien. L'un des jeunes du Mouvement de la jeunesse palestinienne (PYM) a déclaré : « Du fleuve à la mer. Nous sommes ici, cent six jours après le début du génocide. Et nous savons que cette guerre prendra fin. Et notre peuple reconstruira Gaza. Nous savons que notre peuple finira par être victorieux. Chaque jour depuis le début de cette guerre a brisé l'image et l'illusion d'Israël et du monde occidental.

« Lorsque nous nous présentons ici à Montréal, ce n'est pas seulement pour envoyer un message à nos frères et soeurs de Gaza que nous ne les abandonnerons jamais. C'est aussi pour envoyer un message à l'occupant et à tous ceux qui la soutiennent. Et pour dire que nous continuerons à dénoncer les mensonges et l'hypocrisie de cette machine de guerre mondiale, où que nous soyons.

« À notre peuple inébranlable de Gaza, nous vous remercions d'avoir ouvert les yeux du monde entier. Et nous continuerons à nous battre ici même, dans l'antre de l'empire, jusqu'à ce que le monde entier soit libéré du sionisme. Et nous saluons les courageux peuples du Liban et du Yémen, qui affrontent l'occupation et protègent le berceau de la libération.

« Nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que la justice prévale et que la Palestine soit libre. Viva, Viva, Palestina ! Viva Gaza ! »

Une autre porte-parole du PYM a également déclaré à la foule : « Au 106e jour du génocide perpétré par le régime sioniste contre notre peuple à Gaza, nous nous mobilisons pour notre peuple, nos terres, nos prisonniers et nos martyrs.

« Depuis le 7 octobre, plus de 24 000 Palestiniens sont tombés en martyrs, et des milliers d'autres ont été blessés, portés disparus ou piégés sous les décombres. Malgré cela, nos journalistes, nos médecins, nos enseignants, nos sauveteurs, nos parents et notre juste résistance nous adressent ce message, à nous et au monde entier : 'Gaza vivra ! Gaza vivra grâce à la volonté de notre peuple ! Gaza vivra grâce à la force de la résistance ! Gaza vivra !'

« Et ce n'est pas grâce aux politiciens corrompus, aux fonctionnaires d'État et aux entreprises qui ferment les yeux sur le génocide qui est télévisé sous nos yeux. Les élus de Montréal, du Québec et du Canada sont coupables de ce génocide et de cette occupation. Ce pays est partenaire du génocide du peuple palestinien, un génocide qui dure depuis 75 ans.

« Le monde occidental et le Canada sont le moteur de cette machine génocidaire et son économie est tachée du sang palestinien. Chaque année, le gouvernement canadien continue d'envoyer des milliards de dollars de nos impôts à Israël et à son entité sioniste dans le cadre de contrats d'armement. Ces armes sont fabriquées dans notre arrière-cour par des entreprises telles que Lockheed Martin, qui profitent de la vie des martyrs palestiniens. Leurs bombes, leurs chars d'assaut et leurs avions de chasse sont les mêmes que ceux utilisés pour bombarder sans pitié notre peuple à Gaza. La semaine dernière encore, l'occupation a utilisé ces armes pour bombarder l'hôpital du complexe médical Nasser à Khan Younés, le seul hôpital encore en état de marche à Gaza, où se réfugiaient des milliers de Palestiniens à la recherche d'un traitement et d'un refuge.

« Amis et camarades, c'est pour cela que nous sommes ici dans le froid, parce que nous refusons de continuer à alimenter la machine de guerre du Canada, ou toute économie qui accumule ses richesses en vendant des armes de destruction et de mort à l'entité sioniste. Jour après jour, nous continuerons à perturber le flot des profits de ceux qui s'enrichissent du sang de nos martyrs. Nous savons que le sionisme est un projet mondial et notre rôle dans la lutte est de l'atteindre directement dans l'antre de la bête.

« Il est important pour nous de continuer à parler en faveur de la Palestine et de ne jamais reculer devant la crainte de la répression et de l'intimidation. Nous devons continuer à descendre dans la rue, à nous organiser localement, à nous éduquer, à construire des écoles de responsabilité politique, à boycotter, à appeler au désinvestissement et à refuser de tolérer le statu quo jusqu'à ce que la Palestine soit libre. Et lorsque nous nous montrons semaine après semaine, malgré le froid, malgré le temps qui passe, nous affrontons nous aussi l'occupation. Nous participons nous aussi au mouvement de libération de la Palestine, du fleuve à la mer. Gloire à nos martyrs et en avant vers la victoire ! Vive la Palestine ! »

Elle a été suivie par le dernier orateur, un réfugié palestinien dont la soeur vit en Palestine.

« Aujourd'hui, c'est la quinzième semaine, a-t-il déclaré. Et le génocide se poursuit contre notre peuple à Gaza. Et vous pouvez voir la douleur. Si je vous dis que toutes les heures, alors que nous sommes ici, 14 civils de notre peuple sont tués, toutes les 20 minutes, une mère ou une soeur est tuée. Toutes les 15 minutes, l'occupation brise le coeur de parents en tuant un enfant. Alors que nous manifestons aujourd'hui pendant environ trois heures, nous parlons de 12 enfants qui seront tués à la fin de cette marche.

« Nous parlons de 9 soeurs, 9 femmes qui seront tuées à la fin de cette manifestation. Mais l'esprit qui vous anime, frères, soeurs et amis, nous motive vraiment à continuer. Notre peuple se bat en notre nom au nom de la dignité de chaque être humain qui a le droit de vivre libre. Et nous sommes ici, depuis notre emplacement, pour continuer à être la voix de la vérité."

« Notre rôle ici n'est pas facile. Nous avons un devoir envers eux, un devoir d'agir. Nous devons continuer à avancer. Nous n'avons pas le temps de nous reposer devant l'ampleur des sacrifices, le nombre de personnes accablées là-bas. Nous n'avons pas le temps de faire une pause. La douleur est permanente, elle est forte et n'est pas facile. La douleur que nous endurons, que nous vivons, ne peut absolument pas être oubliée. Nous avons donc le devoir de continuer et de sensibiliser le public à ce qui se passe.

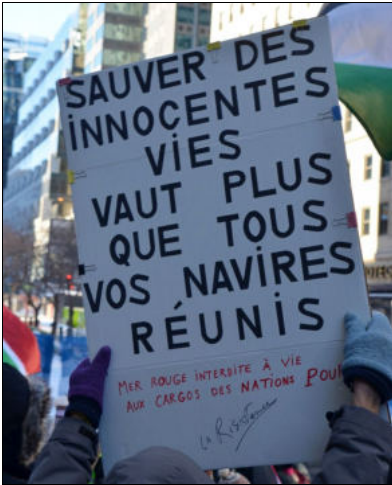
« Imaginez la souffrance de nos concitoyens là-bas, où il n'y a ni nourriture, ni eau, ni médicaments, ni carburant, ni électricité. Si un enfant demande à sa mère de lui donner une gorgée d'eau à boire, celle-ci lui chuchote à l'oreille que 'toi, en tant que Palestinien, ils commettent des crimes de guerre contre toi en bloquant l'eau, la nourriture, les médicaments et l'électricité. Toi, en tant que Palestinien, il devrait y avoir des lois internationales pour te garantir cette vie, mais en réalité, le monde ne te donnera pas de réponse parce que si tu demandes, il ne répondra pas [...]'. Par la suite, la mère dira à son enfant que 'tu dois élever la voix et aller te battre pour ton droit à vivre avec intégrité'.

« Aujourd'hui, nous sommes ici par moins 17 degrés Celsius. J'ai des enfants. Nous avons des soeurs. Nous avons des bébés. Et nous continuons à nous battre depuis 15 semaines, malgré le froid, malgré le temps, malgré la lutte.

« Malgré tout, cet esprit montre que nous sommes vraiment humains et que nous défendons le droit des peuples à résister. Nous défendons le droit des peuples à vivre dans la dignité. La Palestine est devenue un symbole. Ils ont essayé de nous effacer de la terre. Ils ont essayé d'effacer l'esprit de Gaza de la terre. Mais je peux vous assurer, en vous observant, frères, soeurs et amis, que de mon coeur à votre coeur, la Palestine est désormais dans le coeur de chacun d'entre nous. La Palestine est devenue un symbole de liberté partout dans le monde. Il n'a jamais été facile pour nous de continuer [...] Nous ne faisons pas cela parce qu'ils ont besoin de nous. Nous le faisons parce que nous devons le faire pour rester en vie en tant qu'êtres humains. Libérez la Palestine ! Libérez la Palestine ! »

Les participants sont ensuite descendus dans la rue, scandant des slogans tout en marchant vers le centre-ville. Des applaudissements nourris ont résonné parmi la foule à chaque fois que les gens, depuis leurs balcons, agitaient des drapeaux palestiniens depuis leur immeuble résidentiel. La marche s'est poursuivie pendant une heure et demie et s'est terminée devant le consulat des États-Unis, d'où ont fusé les slogans « *Libérez, libérez la Palestine !* », « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !* », « *De la mer au fleuve, la Palestine vivra pour toujours !* » et « *Nous ne sommes pas fatigués, nous avons Gaza à libérer !* » qui ont résonné dans la rue commerciale achalandée.





21 janvier

Ontario

Toronto

Des milliers de personnes ont participé au rassemblement et à la marche organisés à Toronto le 21 janvier, dans le cadre des actions hebdomadaires en cours pour exiger un cessez-le-feu et la fin du génocide américano-israélien contre la population de Gaza et de la Cisjordanie. Lors du rassemblement qui a débuté devant Union Station, les organisateurs du Mouvement de la jeunesse palestinienne ont commencé par remercier tout le monde pour leur soutien indéfectible, en venant semaine après semaine, dans le froid glacial, pour soutenir les Palestiniens. Ils ont remercié le peuple du Yémen de s'être opposé sans crainte aux États-Unis et à la Grande-Bretagne pour se ranger aux côtés de ses voisins palestiniens. Ils ont remercié les peuples d'Iran, du Liban et des

autres pays arabes pour leur soutien. Ils ont rendu hommage à l'Afrique du Sud pour son soutien et pour avoir traduit Israël devant la Cour internationale de justice pour génocide contre le peuple palestinien. Les organisateurs ont également reconnu et célébré leurs liens étroits avec les peuples opprimés, y compris les peuples autochtones et d'autres qui sont confrontés au même système impérialiste mondial.

Après avoir scandé vigoureusement des slogans tels que « *Un cessez-le-feu maintenant !* », « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera bientôt libre !* », « *Gaza, Gaza ne pleure pas, la Palestine ne mourra jamais !* » et d'autres, les participants à la marche se sont dirigés vers le nord, s'arrêtant à divers endroits, notamment devant la Banque Scotia et d'autres supports du régime israélien, avant de revenir au point de départ. Les organisateurs ont remercié tout le monde et ont appelé tout le monde à informer leurs amis, collègues et autres pour qu'ils se joignent aux actions dans les jours et semaines à venir.







21 janvier

Plus tôt dans la journée, la police de Toronto a mis fin à une manifestation sur la passerelle piétonnière de Roncesvalles qui enjambe l'autoroute Gardiner. Depuis des semaines, des manifestants munis de drapeaux et de bannières bordent la passerelle afin d'être vus par les automobilistes qui entrent et sortent de la ville. Des actions similaires ont eu lieu sur d'autres viaducs de la ville. Les policiers, qui étaient plus nombreux que les manifestants, les ont menacés d'arrestation, affirmant qu'ils agissaient sur ordre du chef de la police de Toronto, Myron Demkiw, et qu'aucune manifestation n'était autorisée sur les viaducs, pour des raisons de sécurité. Le samedi précédent, la police de Toronto avait arrêté trois manifestants sur le pont Avenue Road/401, après que le chef de la police de Toronto eut annoncé, le 11 janvier, que toutes les manifestations à cet endroit étaient interdites. Cette mesure faisait suite à une visite du premier ministre Trudeau au chef Demkiw, le 10 janvier, au cours de laquelle, selon le compte X du premier ministre, « ils ont discuté de la récente augmentation des incidents antisémites à Toronto et de leur engagement commun à assurer la sécurité des résidents de la ville. »



Windsor



21 janvier

Alberta

Calgary

Le modérateur du rassemblement a commencé par dire que l'Afrique du Sud avait « présenté la voix la plus convaincante et la plus puissante [sur le fait qu'Israël commet] un génocide dont nous serions témoins de notre vivant ». Je salue également les camarades du Yémen, qui ont enseigné au monde la signification de la vraie solidarité par leur intervention humanitaire pour appeler à la fin du génocide dans la bande de Gaza. En fait, c'est le Yémen qui a peut-être joué le rôle le plus

important en dehors du territoire de la Palestine occupée. C'est le peuple qui a subi le blocus et la famine pendant sept ans dans ce qui était, jusqu'au lendemain de l'attaque d'Israël sur Gaza, la pire crise humanitaire du monde. Ils ont décidé de renverser la vapeur face à la puissance hégémonique mondiale et d'appliquer leur propre blocus en réaction à la politique des États-Unis à l'égard d'Israël, qui consiste à affamer la population de Gaza.

« Les déclarations du premier ministre Trudeau et de la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly indiquent que le Canada ne soutient pas les prémisses de la cause sud-africaine, a-t-il poursuivi. Ils sont incapables d'identifier les arguments de l'Afrique du Sud qu'ils désapprouvent, et refusent de répondre ou d'aborder le fond de l'affaire », a-t-il ajouté.

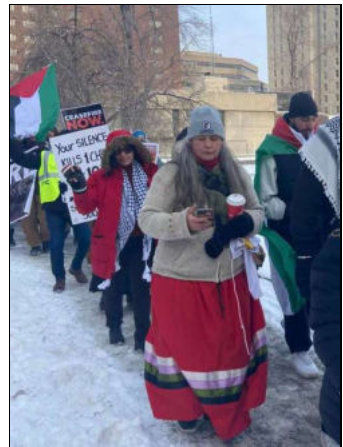
« Soyons clairs. L'Afrique du Sud affirme, preuves à l'appui, que les actions d'Israël constituent un génocide à l'encontre du peuple palestinien de Gaza, que les dirigeants politiques et militaires d'Israël ont exprimé une intention génocidaire et que des mesures conservatoires sont nécessaires pour mettre un terme aux actions d'Israël. Il semble que le Canada soit en train d'abandonner la responsabilité qui lui incombe en vertu de la Convention sur le génocide. Aucun pays n'est exempté de l'interdiction du génocide. Nous demandons au Canada de soutenir pleinement la demande de l'Afrique du Sud, a-t-il déclaré. Au jour 107, nos exigences sont toujours les suivantes : cessez-le-feu, nourriture, eau, carburant, fournitures médicales, retrait total des territoires occupés et droit au retour. Le Canada, entre autres, ne peut pas dicter qui représente les Palestiniens. »

Un porte-parole de Voix juives indépendantes a déclaré, en faisant référence aux pays qui ont défendu la légitime défense d'Israël devant la récente Cour internationale de justice, qu'il ne laisserait pas l'Allemagne ou les États-Unis lui dire ce qu'est un génocide – l'Allemagne où un génocide a été commis contre les Juifs et les États-Unis qui ont rejeté des milliers de réfugiés juifs fuyant l'Allemagne nazie. Je ne laisserai pas le Canada me dire ce qu'est un génocide alors qu'il continue à commettre un génocide sur ce territoire et qu'il permet à des nations autochtones entières de ne pas avoir d'eau potable et de vivre dans des conditions les plus indignes.

Un membre du Calgary Palestine Council (CPC) a pris la parole lors du rassemblement. Il a indiqué qu'en 107 jours, il y a eu 500 meurtres de personnes ayant des membres de leur famille dans la ville de Calgary. « Il y a trois ans, les résidents de Calgary ont manifesté pour une personne, comme l'ont fait des gens partout aux États-Unis et dans le monde, pendant des mois à cause de la violence de l'État. Il s'appelait George Floyd. Deux ans plus tard, nous avons manifesté à Calgary pour les 215 enfants retrouvés enterrés sur le terrain d'un pensionnat pour nos frères et soeurs autochtones. Qu'est-ce qui vous fait penser que nous ne marcherions pas pour les 10 000 enfants qu'ils ont tués au cours des trois derniers mois ? Qu'est-ce qui vous fait croire que nous allons rentrer chez nous ? Nous ne rentrerons pas chez nous tant que chaque Palestinien ne pourra pas rentrer chez lui... Nous ne rentrerons pas chez nous tant que les habitants de Gaza ne rentreront pas chez eux, mais aussi tant que tous les Palestiniens [déplacés] depuis 75 ans ne rentreront pas chez eux. Six millions de Palestiniens ont vécu partout dans le monde à cause du génocide israélien.

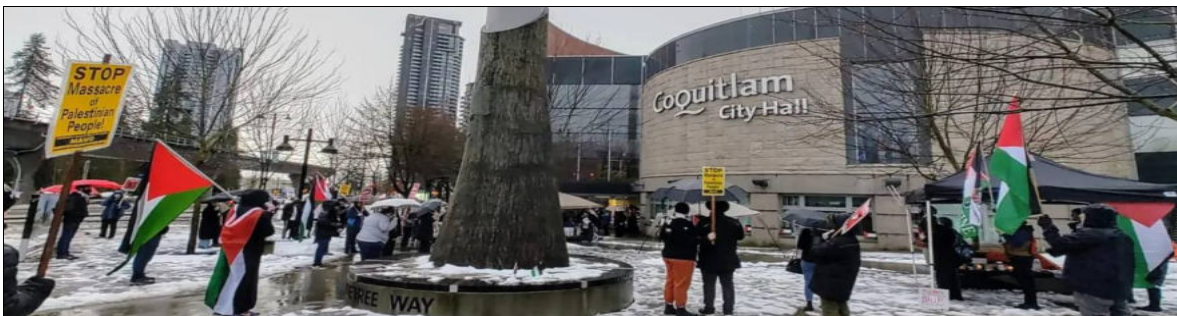
Il a conclu en déclarant que nous nous tenons aux côtés du peuple libre du Yémen. Aux mères de Gaza, nous disons que vos enfants sont la génération de la libération.

La porte-parole de Justice for Palestinians a décrit en détail tout le travail accompli par Justice for Palestinians et d'autres organisations qui se tiennent aux côtés de la Palestine, par exemple le déploiement de bannières, l'action du compte à rebours lors de la veille du Nouvel An sur le pont de la paix, tant d'actions, dont une femme qui a parrainé plusieurs séances d'écriture de lettres, au cours desquelles 1 850 lettres ont été rédigées. Elle a déclaré que les gens s'expriment sans crainte et a appelé les gens à continuer à marcher et à poursuivre toutes les actions, car en s'additionnant les vagues peuvent se transformer en tsunami. L'ensemble des participants au rassemblement ont ensuite marché jusqu'au bâtiment fédéral, puis sont revenus à l'hôtel de ville pour une nouvelle séance de micro ouvert très animée.



21 janvier

**Colombie-Britannique
Coquitlam**





21 janvier

ÉTATS-UNIS

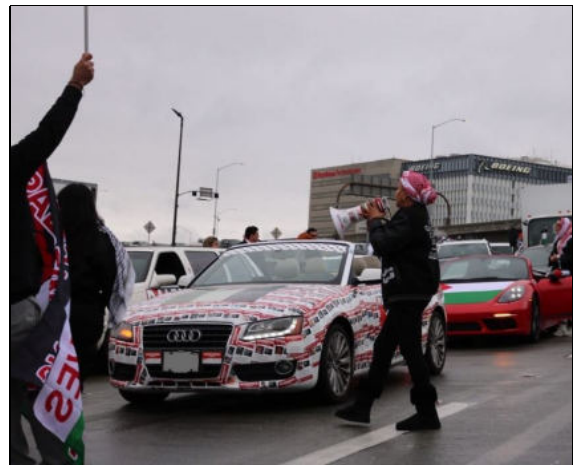
Dallas, Texas





23 janvier

Los Angeles, Californie





22 janvier

Oakland, Californie





Le 26 janvier, actions devant le tribunal fédéral alors que les Palestiniens portent plainte contre le gouvernement américain pour sa complicité dans le génocide à Gaza.

EUROPE

Londres, Angleterre



22 janvier

Copenhague, Danemark



21 janvier

Stockholm, Suède



21 janvier

Prague, République tchèque





20 janvier

Marseille, France





21 janvier

Athènes, Grèce



25 janvier

ASIE
Yémen
Sanaa





26 janvier
Saada





26 janvier

Amman, Jordanie



24 janvier

Diyarbakir, Turquie



23 janvier

Tokyo, Japan





AMÉRIQUE LATINE
San Salvador, Salvador



24 janvier

La Paz, Bolivia



25 janvier

Océanie
Melbourne, Australie



21 janvier



22 janvier



23 janvier



